



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°18 – du 13 au 19 mai 2022

En bref

- L'Ofgem, régulateur des marchés de l'énergie, [consulte](#) sur une possible révision trimestrielle (au lieu de biannuelle) du plafond des prix de l'électricité et du gaz. L'autorité souhaite permettre aux fournisseurs d'énergie de répercuter les évolutions de prix plus rapidement sur les factures des ménages.

- Les réflexions semblent se poursuivre au sein du gouvernement sur les réponses additionnelles à apporter à la crise du coût de la vie au Royaume-Uni, possiblement après l'été, dans un contexte de forte inflation. Le Chancelier R. Sunak a indiqué « qu'aucune piste n'était écartée ».

LE CHIFFRE À RETENIR

+9,0%

L'inflation bondit en avril 2022 en glissement annuel.

- Près de la moitié des 48 000 personnes devenues infirmiers ou sages-femmes entre avril 2021 et fin mars 2022 ont réalisé leur formation dans un autre pays. En provenance pour la majorité (66%) d'Inde ou des Philippines, le [Nursing and Midwifery Council](#), régulateur britannique de la profession, s'inquiète du renforcement de cette dépendance à la main d'œuvre étrangère.

- B. Johnson a demandé, le 18 mai, l'élaboration d'un plan pour supprimer jusqu'à 90 000 postes de fonctionnaires. Cela ramènerait la taille de Whitehall à son niveau

pré-2016 et permettrait d'économiser environ 3,5Md£ par an.

- La fin des dispositifs financiers de soutien aux entreprises devrait ramener les taux de faillite des entreprises vers leur niveau pré-pandémie. Après deux années de déclin, le nombre d'entreprises insolvable en 2022 pourrait bondir de +37% soit + 22 000 cas, par rapport à 2021 selon [Allianz](#).

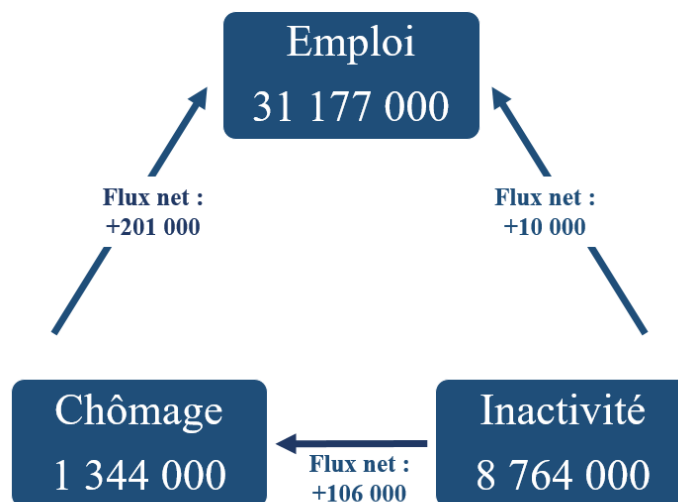
- Le mandat de Catherine McGuinness, qui assumait depuis 2017 les fonction de directrice générale de la City of London Corporation, a pris fin. Elle est remplacée par Chris Hayward.

- Le Ministre en charge du logement réfléchit à la mise en place d'une assurance-crédit pour faciliter l'accession à la propriété de certains ménages britanniques.

❖ **Fait marquant : Au cours du premier trimestre 2022, le nombre d'emplois vacants a dépassé le nombre de chômeurs pour la 1^{ère} fois.**

Le [marché du travail](#) continue de se resserrer au Royaume-Uni. Ainsi, le taux de chômage recule de 0,3pt au premier trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent, atteignant 3,7% fin mars, soit 1,26 million de personnes. Dans le même temps, le nombre d'emplois vacants continue de croître (+34 000), atteignant le nombre record de près de 1,3 million soit près de 500 000 offres non pourvues supplémentaires par rapport à la situation pré-pandémique . De surcroît, la taille de la main d'œuvre britannique se réduit puisque le taux d'inactivité augmente, de 0,1pt par rapport au dernier trimestre 2021, à 21,4% au premier trimestre 2022 soit 1,1p de hausse par rapport au niveau pré-crise.

Évolution de la structure de la population active au Royaume-Uni, entre le T4-2021 et le T1-2022



Source : ONS, mai 2022.

Actualité macro-économique

Les critiques des parlementaires s'intensifient contre la Banque d'Angleterre (BoE), pour sa gestion de l'inflation – Plusieurs [parlementaires](#) estiment que les membres du Comité de Politique Monétaire (CPM) ont sous-estimé la menace d'un renforcement de l'inflation. Le député et ancien ministre Liam Fox a demandé le lancement d'une commission d'enquête parlementaire. Un membre du Gouvernement a déclaré que la BoE s'était "complètement trompée à chaque instant de cette crise".

L'[inflation](#) bondit à 9,0% en avril 2022 en glissement annuel, après 7,0% en mars 2022 – La hausse des prix atteint un record depuis 1982. La dynamique des prix concerne tous les secteurs de l'économie,

mais reste principalement soutenue par l'énergie (hausse de 54% du plafond des prix énergétiques début avril).

Actualité commerce & investissement

Le Ministre des affaires étrangères dévoile la nouvelle [stratégie](#) d'aide au développement visant à lutter contre « l'influence des acteurs malveillants » – Le gouvernement veut notamment contrer les stratégies d'acteurs qui exercent une forme de coercition économique et d'influence politique sur certaines régions du monde par le biais de leurs investissements et d'aides publiques. Néanmoins, diverses ONG ont accusé le gouvernement de privilégier dans cette nouvelle stratégie les priorités politiques et économiques, reléguant les questions de développement sur le long

terme. A cet égard, les associations relèvent la prééminence des enjeux commerciaux au sein de la stratégie ou encore la priorité faite à la région indopacifique au détriment de certains pays africains. Pour mémoire, en 2020, le Gouvernement britannique a annoncé réduire de 0,7 à 0,5% du PIB sa cible d'aide au développement privilégiant le financement de programmes nationaux et bilatéraux au détriment des projets multilatéraux. Le gouvernement promet un retour à l'objectif de 0,7% dès que « la situation budgétaire le permettra ».

La Ministre des affaires étrangères confirme devant le Parlement l'introduction dans les semaines à venir d'un projet de loi modifiant certaines parties du protocole sur l'Irlande du Nord – Bien que la Ministre ait réitéré la volonté de trouver un compromis avec l'Union européenne, elle a déclaré que cette loi serait adoptée « en cas de nécessité ». Le député conservateur Simon Hoare, présidant la commission des communes sur l'Irlande du Nord, remet en cause l'action gouvernementale, rappelant la nécessité de respecter l'État de droit. Liz Truss a assuré la conformité de ce projet de loi au droit international. Selon elle, le texte permettrait de simplifier les contrôles en mer d'Irlande en limitant les contrôles complets aux produits entrant en Irlande du Nord, puis destinés au marché unique. Par ailleurs, le projet de loi devrait également prévoir des allègements sur la fiscalité, le contrôle des aides d'États, notamment en amoindrissant le contrôle de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Enfin, le chef du parti unioniste nord-irlandais Jeffrey Donaldson a estimé qu'il s'agissait d'un geste significatif tout en demandant des actions supplémentaires au Gouvernement.

La Ministre au commerce extérieur promeut le leadership britannique en matière de

green trade – Dans son [discours à Bloomberg](#), la Ministre a indiqué que le *green trade* était un moteur de croissance, de compétitivité, de productivité et de création d'emplois (près de 1,2M emplois d'ici 2050). La ministre a réitéré d'une certaine manière l'approche adoptée par le rapport du *Board of Trade* publié en juillet dernier prônant le libre-échange comme l'un des vecteurs de la protection de l'environnement et du climat. Plus précisément, la Ministre a évoqué 4 principes généraux : soutenir le développement de l'industrie verte, stimuler les exportations vertes, soutenir la libéralisation des biens environnementaux et incorporer les objectifs climatiques au sein de la politique commerciale. La Ministre a annoncé la co-organisation du *Department for International Trade* (DIT) avec le *Department for Business, Energy, and Industrial Strategy* (BEIS) d'une *Green Trade and Investment Expo* dans le Nord-Est de l'Angleterre.

Les entreprises britanniques alertent le gouvernement britannique sur les conséquences d'une suspension des droits de douanes sur les importations de produits alimentaires – Plus précisément, certaines fédérations professionnelles telle que la *Food and Drink Federation* estiment que cette mesure aurait un impact minime sur la hausse des prix mais affecterait le pouvoir de levier du Royaume-Uni dans ses négociations commerciales ainsi que l'approvisionnement alimentaire. De la même manière, la *British Retail Consortium* et la *Federation Of Small Businesses* ont jugé l'impact de la mesure bien trop faible puisque la grande majorité des produits alimentaires importés bénéficient d'ores et déjà d'une franchise de droit de douanes. Le principal syndicat agricole *National Farmers Union* a alerté sur le potentiel effet de substitution que cette mesure pourrait

provoquer au détriment des produits locaux.

Actualité financière

La Banque d'Angleterre (BoE) publie un papier de recherche concernant les investissements des PME en période de fort endettement – Cet article examine l'effet de l'endettement sur l'investissement des PME pendant et après la crise financière mondiale. En utilisant les données de bilan des entreprises, les auteurs montrent que les PME ayant un effet de levier plus important au début de la crise ont investi moins, à la fois pendant la crise et pendant la période de reprise qui a suivi. L'impact de l'effet de levier sur l'investissement a été persistant et a augmenté dans le temps jusqu'en 2014. Ils ont également constaté que la relation négative entre l'effet de levier et l'investissement est principalement le fait des entreprises à forte intensité de capital et de celles ayant des dettes à court terme. Cela serait notamment dû à la focalisation des entreprises sur la réduction de la dette, qui implique des investissements moins intensifs. Enfin, selon les auteurs, le désendettement et la baisse du stock d'actifs fixes qui l'accompagne pourraient être aussi dus à l'incapacité des entreprises à fort levier financier de lever des fonds externes pour financer l'investissement.

Selon GovGrant, 9% des entreprises de la cleantech sont domiciliées au Royaume-Uni – En outre, les investissements dans les entreprises britanniques de ce secteur, **dont l'activité influe peu ou positivement sur le dérèglement climatique**, s'élèvent à 80,9Mds£ depuis 2000, provenant de près de

2400 investisseurs différents. Les 5 principaux sous-secteurs attirant les investissements sont la production d'énergie (20,1Mds£), les actifs renouvelables comme les panneaux photovoltaïques (18Mds£), les services environnementaux (10Mds£), les systèmes de distribution d'eau (7,6Mds£) et les équipements pour énergies alternatives comme l'hydrogène (3,4Mds£). En outre, ce secteur aurait attiré environ 2,4% des investissements totaux au Royaume-Uni, contre une moyenne de 3% dans le monde et 4% en Europe.

Un groupe de 58 économistes a averti le gouvernement britannique des risques associés à l'affaiblissement des réglementations financières – Selon eux, le Royaume-Uni aurait davantage besoin d'objectifs réglementaires clairs qui favorisent la productivité, la croissance et l'intégrité du marché à l'échelle de l'économie, protégeant également les consommateurs tout en luttant contre le changement climatique. Cette déclaration a été faite consécutivement aux volontés d'instaurer, parmi les objectifs statutaires des autorités de régulation, un objectif secondaire de compétitivité. La BoE a alerté sur les dangers de prise de risques jugés inconsidérés. TheCityUK, association professionnelle des services financiers au RU, considère qu'il n'y a pas de contradiction entre un régime réglementaire efficace et l'instauration de cet objectif secondaire de compétitivité.

La BoE publie un papier de recherche concernant la liquidité sur les marchés de gré à gré (*over the counter*) – Les auteurs ont trouvé à l'aide d'un modèle qu'ils ont élaboré et d'un vaste ensemble de données qu'une minorité de traders très actifs fournit l'essentiel de la liquidité (8% fournissent autant que les 92% restants en termes de

liquidité). De plus, les plateformes d'échanges empêcheraient ces traders actifs de profiter de leur prime de liquidité (le *spread*) à cause de la captation de ce gain par les intermédiaires. Cela expliquerait selon les auteurs l'utilisation plus massive des marchés de gré à gré (OTC) par ce type de traders.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international